

« L'AES doit continuer sa lutte »: réactions de la conférence sur la sécurité au Burkina Faso concernant les acteurs internationaux

Nouvelles tendances au Sahel

11 décembre 2025

Cette note d'Insecurity Insight analyse l'activité des réseaux sociaux du 01-07 décembre 2025, en évaluant les récits observés sur la base de 12 mois de suivi systématique des réseaux sociaux au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#).



Il est de plus en plus important de comprendre comment les acteurs de l'aide humanitaire sont présentés en ligne, car les récits diffusés sur les réseaux sociaux façonnent la perception des communautés, l'accès opérationnel et la sécurité du personnel. En suivant les récits émergents et les évolutions de l'opinion, ce briefing offre un système d'alerte précoce qui aide les organisations à comprendre l'opinion locale, à renforcer leur acceptation par les communautés et à naviguer dans un environnement opérationnel en rapide évolution.

Éditions précédentes : [Disons non aux violences sur le genre](#) (17-30 nov) | [C'est pas de journalistes ce de pion](#) (10-16 nov) | [Sans les femmes, la paix est incomplète](#) (27 oct-09 nov) | [Je Pense Pas Que C'est Un Civil](#) (20-26 oct) | [Le pays est désormais gouverné](#) (13-19 Oct) | [Tuer Les Tous](#) (06-12 oct) | [C'est une Honte](#) (15-28 sept) | [Tout](#)

Visibilité continue des 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre

Entre le 1er et le 7 décembre 2025, vingt publications au Mali et au Niger ont fait référence aux 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre. Malgré une activité relativement soutenue de la part des agences des Nations unies, des ONG internationales, des ONG nationales et de groupes communautaires, l'engagement du public est resté extrêmement limité, avec seulement 17 commentaires enregistrés. Parmi eux, dix étaient positifs et sept neutres ; aucun commentaire n'exprimait une opinion négative à l'égard de l'aide ou de l'une des campagnes.

La plupart des interactions étaient légères et symboliques (autocollants, emojis ou brèves expressions de soutien), plutôt qu'un engagement substantiel sur les questions de violence sexiste ou les activités proposées. Seul un très petit nombre d'utilisateurs ont fait référence de manière explicite à la mobilisation communautaire ou à l'importance de l'action collective, ce qui montre que les discussions approfondies sur la violence basée sur le genre demeurent rares dans ces espaces en ligne.

Ce que cela nous apprend

- La violence basée sur le genre apparaît comme un sujet non controversé : les utilisateurs réagissent de façon positive ou neutre. Aucun signe de réaction négative n'a été observé à l'égard des messages concernant les droits des femmes, les agences des Nations unies ou les organisations partenaires.
- L'engagement se limite à un public sympathisant : la prédominance d'emojis, d'autocollants et de réponses très courtes suggère que le contenu touche des communautés en ligne solidaires mais relativement passives, plutôt que de susciter une conversation ou un débat plus large.
- La campagne bénéficie d'une forte visibilité mais d'une résonance limitée : la multiplication des publications ne se traduit pas par une interaction significative, ce qui montre que la campagne « 16 jours » circule essentiellement comme activité de sensibilisation, davantage que comme un catalyseur de débat public.

Récits principaux

Conférence sur les victimes du terrorisme : réactions mitigées et méfiance envers les acteurs internationaux

Entre le 2 et le 4 décembre 2025, quatre publications, deux issues de médias et deux de pages officielles du gouvernement, ont couvert la participation du Burkina Faso à la première conférence internationale consacrée aux victimes africaines du terrorisme, organisée au Maroc avec le soutien du Bureau des Nations unies pour la lutte contre le terrorisme (UNOCT).

Ces publications ont généré 33 commentaires : 28 neutres, quatre négatifs et un seul positif. La majorité ne portait pas sur l'aspect humanitaire de la conférence. Au contraire, les réactions expriment surtout de la frustration, de la méfiance envers les partenaires internationaux et un appui marqué à l'autonomie de l'AES (Burkina Faso–Mali–Niger).

Récits observés

Engagement limité envers l'aspect humanitaire : bien que la conférence ait mis en avant la situation des victimes, presque aucun commentaire n'a abordé ce sujet. Un seul utilisateur a réagi positivement à un message gouvernemental, ce qui suggère que les préoccupations humanitaires sont éclipsées par les tensions géopolitiques.

- « La vraie prise en charge consiste à faire en sorte qu'il n'y ait pas de victimes de terrorisme... Tout est dit. Merci M. le ministre. »

Méfiance envers les acteurs internationaux et les conférences diplomatiques : quelques utilisateurs ont exprimé leur scepticisme sur l'utilité des conférences internationales, estimant que les acteurs internationaux refusent d'identifier les véritables commanditaires du terrorisme et ne peuvent donc pas proposer de solutions concrètes. L'événement est donc perçu comme symbolique plutôt que réellement opérationnel.

- « Le plus important de tout ça, c'est de chercher à connaître qui arme les terroristes {...} si la réunion était basée sur ces fléaux, on pouvait comprendre {...} sinon le reste c'est du gaspillage. »

Préférence affirmée pour l'autonomie de l'AES : certains commentaires montrent une fierté marquée pour les efforts sécuritaires du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Les utilisateurs estiment que seuls les États de l'AES peuvent lutter efficacement contre le terrorisme, et mettent en garde contre la dépendance vis-à-vis d'organisations extérieures.

- « L'AES, continuez à mener votre lutte... ces organisations peuvent juste vous mettre en retard »

Accusations de soutien étranger au terrorisme : une minorité d'utilisateurs insiste sur la nécessité de confronter les États accusés d'armer ou d'héberger des groupes terroristes. Pour eux, l'absence de débat sur ces accusations illustre le manque d'engagement des partenaires internationaux.

- « Les tueries et assassinat des terroristes est un crime contre l'humanité et les auteurs et leurs financiers doivent être traduit devant la juridiction international. A consommer par la France ensuite les autres suivront, voilà ce que le conseil de sécurité de l'ONU doit faire, au lieu de rester là-bas a bloqué les différentes

plaintes déposées contre la France pour financement ravitaillement en armes aux terroristes dans le L'AES... »

Ce que cela nous apprend

- Une partie des commentateurs présente la conférence internationale comme un débat sans réel impact et en profite pour formuler des accusations concernant le soutien international au terrorisme.
- La fierté de l'autonomie de l'AES domine : les utilisateurs insistent sur le fait que le Burkina Faso, le Mali et le Niger doivent compter sur leurs propres forces. L'attention humanitaire accordée aux victimes suscite peu d'intérêt face à la colère liée à la perception d'une ingérence étrangère.
- Les publications liées à la conférence n'ont généré que peu de réactions, ce qui suggère une visibilité réduite, un intérêt limité ou une possible autocensure.

Mise à jour : centre pour réfugiés d'Agadez

Au mois de novembre 2025, cinquante publications sur X émanant de quatre comptes ont décrit de manière cohérente la longue manifestation pacifique des réfugiés au centre humanitaire d'Agadez, au Niger, soulignant à plusieurs reprises qu'ils « **ne se sentent pas en sécurité ici** ». Deux autres comptes ayant publié auparavant sur Agadez sont restés inactifs depuis la mi-septembre.

Malgré ce volume de contenu, l'engagement est resté limité: seuls trois commentaires ont été enregistrés pour l'ensemble des publications, sans réaction significative. La portée estimée de chaque publication est restée modeste, généralement comprise entre moins de 50 vues et 580 vues, comme lors des **périodes précédentes**. L'absence de commentaires indique que ces messages n'ont pas touché des communautés en ligne plus larges. Cela confirme la tendance observée en octobre, lorsque la portée restait faible et n'atteignait que rarement les 1 000 vues. La majorité des publications reprennent un langage, un ton et une structure similaires, accusant le HCR et d'autres agences des Nations unies de « politiques malveillantes », de « trafic de réfugiés » ou d'abandonner des personnes « dans le désert sans protection ». De nombreuses publications montraient des photos quasi identiques de femmes et d'enfants tenant des pancartes manuscrites (« 433 jours », « Nous ne nous sentons pas en sécurité ici », « Nous ne voulons pas rester ici »).



Les récits d'aide sur les réseaux sociaux se poursuivent

Entre le 1er et le 7 décembre 2025, les conversations en ligne liées à l'aide humanitaire au Burkina Faso, au Mali et au Niger sont restées relativement limitées. Au total, 286 publications publiques ont été recensées, générant 368 commentaires, soit une baisse d'environ 44 % par rapport aux 658 commentaires enregistrés entre le 24 et le 30 novembre. L'engagement demeure inférieur aux niveaux les plus élevés observés début octobre.

Au total, treize commentaires négatifs ont été identifiés sur cette période : 39 % visaient les agences des Nations unies, 15,3 % les ONG internationales et 46 % les ONG nationales. Cette situation contraste avec les semaines précédentes, où les ONG nationales ne recevaient généralement aucun commentaire négatif.

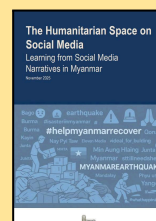
Répartition de l'engagement par type d'organisation

- **Agences des Nations unies : 36,4 %**
- **ONG internationales : 25,3 %**
- **ONG nationales : 38 %**

Comme pour les périodes précédentes, ces résultats doivent être interprétés avec prudence. Des problèmes techniques liés à la géolocalisation peuvent encore entraîner une sous-détection des publications provenant du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Ces résultats sont basés uniquement sur des contenus accessibles au public et peuvent ne pas refléter les discussions sur des plateformes privées ou cryptées.

Autres ressources

Leçons tirées des récits diffusés sur les réseaux sociaux au Myanmar : Ce [rapport](#) propose une analyse structurée de la manière dont les récits numériques publics relatifs aux opérations humanitaires influencent l'accès, la sécurité et la légitimité des organisations humanitaires et de leurs partenaires au Myanmar. Il explore les implications de ces récits en ligne pour les stratégies de communication, les décisions politiques et la redevabilité envers les bénéficiaires de l'aide, dans l'un des environnements numériques les plus restrictifs et polarisés au monde. S'appuyant sur sept mois de veille des médias sociaux, le rapport met en lumière l'intersection entre les récits relatifs à la distribution de l'aide, aux soins de santé, aux déplacements de population et aux blocages d'accès, et la dynamique du conflit. Les conclusions visent à fournir des pistes de réflexion contextualisées et exploitables aux acteurs humanitaires soucieux de préserver les principes de neutralité, d'indépendance et d'impartialité dans l'espace informationnel complexe du Myanmar.



Le rétrécissement de l'espace humanitaire sur les réseaux sociaux : Ce rapport propose une analyse approfondie de la manière dont les discours publics en ligne transforment l'environnement opérationnel du secteur de l'aide au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Il se concentre sur les risques et les préjudices posés par les discours publics néfastes qui présentent l'aide comme illégitime, politisée ou contrôlée par l'étranger. Ces discours réduisent progressivement l'espace humanitaire. Face à la convergence croissante des menaces en ligne et hors ligne, le rapport soutient que la préservation de la légitimité numérique n'est plus une option : elle est essentielle à la poursuite d'une action humanitaire fondée sur des principes, neutre et efficace. Ces conclusions sont particulièrement urgentes compte tenu de la fragilité du contexte sahélien. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont confrontés à des crises sécuritaires, politiques et humanitaires qui se chevauchent. Disponible en [anglais](#) et en [français](#).



Utilisation des données et avis de non-responsabilité

Ce rapport comprend une analyse du contenu des réseaux sociaux accessibles au public et recueillis sur des plates-formes ouvertes. Toutes les données ont été rendues anonymes afin de supprimer ou de masquer les détails d'identification, et aucun contenu provenant de groupes fermés n'a été utilisé. L'analyse a été réalisée dans l'intérêt public et conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, sur la base d'un intérêt légitime. L'objectif de cette analyse est de soutenir le dialogue humanitaire, d'informer les politiques, de protéger les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils aident, et de contribuer à la recherche d'intérêt public. Ce document est publié par Insecurity Insight. Son contenu relève de la responsabilité d'Insecurity Insight. L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation Humanitaire à Humanitaire (H2H) engagée dans les Principes Humanitaires.

Les questions et les commentaires sont les bienvenus. Partagez ce que vous observez sur le terrain et en ligne. Vos commentaires nous aident à maintenir l'analyse précise et à jour. Email : info@insecurityinsight.org. Joignez-vous à nos efforts pour protéger l'espace humanitaire. Inscrivez-vous à notre liste de diffusion sur [la surveillance des réseaux sociaux](#). Vous trouverez d'autres ressources sur le site web du [Social Media Monitoring](#).

Soutenez notre travail en partageant cette ressource. Veuillez copier et coller ce lien : <https://bit.ly/01-07Dec2025SMMBriefFR>. Citation suggérée : Aperçu sur l'insécurité. 2025. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel, 01-07 décembre 2025. Suisse : Insecurity Insight. <https://bit.ly/01-07Dec2025SMMBriefFR>

